

## L'apartheid des Palestiniens<sup>1</sup> - Ulrich Duchrow

### Au commencement ..., on en avait pourtant bien besoin !

Derrière l'action du gouvernement britannique en faveur du Sionisme et de la création d'Israël, on peut noter plusieurs autres intérêts. La Grande-Bretagne cherchait aussi à créer un lien fort avec la Palestine d'après-guerre pour le transport du pétrole en provenance d'Irak et avait pour objectif d'établir une sorte de tampon entre l'Égypte et le Canal de Suez. Plus récemment, elle a désiré décourager les réfugiés juifs de Russie et d'Allemagne de l'Est d'émigrer vers la Grande-Bretagne et les orienter vers la Palestine. Ainsi la création de **l'Etat d'Israël a été un projet colonial bénéficiant de l'aide de l'Empire britannique depuis le début...**

Un autre lien important entre Israël et la Palestine est le développement d'une politique économique **au sein d'un monde globalisé marqué par deux périodes de l'après-guerre : celle d'un capitalisme de bien-être social (Welfare) et ensuite celle du capitalisme néolibéral.** Après la deuxième Guerre mondiale et jusqu'aux années 70, il y eut un « New Deal » aux USA et le développement d'une « économie sociale de marché » en Europe, accompagnés de politiques de « développement » dans le Sud.

Entre les deux guerres israélo-arabes de 1948 et 1967, et même encore après 1967, les interactions économiques entre Palestiniens et Israéliens ont eu **quelques effets bénéfiques pour les deux parties en présence.** Evidemment Israël était la force dominante, mais les Palestiniens également expérimentaient certains progrès économiques. Un facteur-clé était la possibilité pour des travailleurs palestiniens de trouver de l'emploi en Israël et même dans les riches pays du Golfe. Par ailleurs, les Israéliens achetaient également des produits en provenance des territoires palestiniens, vu leurs faibles prix. Pourtant Israël empêchait l'industrialisation de leur économie pour les tenir dépendants et éviter la concurrence, - ce qui constituait un bien mauvais cadeau pour leur avenir. Les Palestiniens également, ne pouvaient disposer de leurs propres institutions financières.

Comme dans d'autres parties du monde, **l'introduction de politiques néo-libérales dans les années 80 a touché très fortement l'économie et la société israélienne et palestinienne.**

Hever<sup>2</sup> signale 4 grandes tendances qui ont contribué à ces changements et aux désillusions qui les ont accompagnés :

1. La chute des prix du pétrole a réduit la demande de travailleurs migrants palestiniens par les Etats du Golfe ;
2. Israël a souffert d'un krach boursier, de hauts taux d'intérêt,,, et en conséquence d'une baisse des revenus réels des Palestiniens ;
3. La colonisation par des colons dans les territoires occupés, a mené à davantage de pertes de terres ;
4. Israël a arrêté ses efforts pour soutenir les Palestiniens qui contribuaient à son économie.

1 Extraits de « Palestine/Israel exemplifies Colonial Capitalism : A Theological Perspective » - Ulrich Duchrow ; ds Interreligious Solidarity for Justice in Palestine/Israel (pp. 79-88). – en Allemand, Munster : LIT Verlag 2017.

2 Die Politische Ökonomie der israelische Besatzung. Unterdrückung über die Ausbetzung hinaus – Ever Shir, Köln ISP, 2014 ; p.26

## La première Intifada de 1987 et le Processus d'Oslo (1993-2000).

Un des résultats a été **le Protocole de Paris** sur les relations économiques, conclu entre l'OLP et Israël (1994). Israël obtenait le contrôle des Douanes et des échanges commerciaux, les Palestiniens le droit de travailler en Israël. Cependant, ce droit allait être de plus en plus limité par Israël. De la sorte, le traité était brisé. Israël pouvait de son côté lever des taxes, et les autorités palestiniennes obtenaient seulement le droit de payer ce qu'Israël voulait bien leur faire payer...

... Un autre facteur important fut le développement de **l'aide internationale pour la Palestine**. Le Protocole de Paris a accordé à Israël le droit de taxer les biens et services de l'aide humanitaire et de l'aide au développement. Beaucoup de ces produits sont achetés en provenance d'Israël. Environ la moitié de l'aide atterrit ainsi dans des poches israéliennes, privées ou publiques<sup>3</sup>...

Si l'on approfondit l'interaction Israël/Palestine avec l'économie politique mondialisée, un développement important a été **la stratégie de choc du capitalisme néolibéral ressentie par la Russie post-communiste**, sous l'influence des économistes de l'Ecole de Chicago. Alors qu'en Russie depuis lors, certaines personnes sont devenues extrêmement riches (oligarques et milliardaires), **la majorité de la population s'est appauvrie**. Ce type de situation a créé du ressentiment et du racisme au sein de la population, particulièrement de l'antisémitisme. C'est ainsi qu'Israël a offert des conditions attractives aux Russes appauvris – qu'ils aient ou non des ancêtres juifs, mais à la condition qu'ils soient blancs. Environ un million de Russes ont fui le désastre social de la Russie des années 90. Ils forment à l'heure actuelle 18% des habitants juifs d'Israël. Certains dirigent ainsi des localités et communes de manière bilingue (en Russe et en Hébreu), comme la colonie Ariel en Cisjordanie. En conséquence, il est moins nécessaire d'avoir recours à des Palestiniens, qui après qu'Israël ait fermé la frontière avec la Cisjordanie en 1993, avaient déjà été remplacés par des asiatiques et d'autres travailleurs migrants.

Depuis cette époque, la fermeture de frontières intérieures a été le facteur le plus défavorable pour l'économie palestinienne. Selon Sarah Roy en 1996, environ deux tiers de la force de travail palestinienne disponible étaient, ou au chômage ou extrêmement sous-employée.<sup>4</sup> ...

... Un autre facteur de la tendance à la réduction de l'apport des Palestiniens a été, après la première Intifada de 1987, **la spécialisation de l'économie israélienne dans les produits financiers et de technologie de l'information**. Ceci a mené à un boom de l'économie israélienne dans les années 90, jusqu'à l'éclatement mondial de la bulle informatique de l'an 2000. En 2001-2003, Israël a connu une forte récession. Sur base d'autres facteurs, parmi lesquels le développement de systèmes de sécurité suite aux attentats de septembre 2001, Israël allait se redresser. Le monde entier a commencé à s'intéresser aux technologies de surveillance et anti-terroristes. Israël pouvait les leur offrir avec un label d'efficacité en leur disant : « Voyez, nous avons testé ces instruments sur nos populations et nous pouvons vous prouver combien elles sont efficaces ». Ainsi depuis cette époque, Israël s'est rendu capable de faire **le « marketing » des techniques d'oppression des Palestiniens**, et à ce jour, ceci a accru son business. Les USA et l'Europe ont été ses meilleurs partenaires. Ainsi l'Allemagne n'a pas hésité à envoyer en 2001 des éléments de son « armée dite défensive » (la Bundeswehr), s'entraîner auprès de soldats d'une armée reconnue comme coupable de violations du droit international et des droits humains, et que les Nations-Unies accusent d'avoir commis des crimes de guerre ...

3 Hever, p.50

4 Why Peace Failed : An Oslo Autopsy, Roy Sarah - In Current History 101 (janvier 2002) Nr 651, p. 13

En tout cas, l'explosion de l'industrie de sécurité est une des raisons de l'arrêt par Israël de sérieuses négociations de paix après 2001. La paix n'était plus nécessaire à l'économie israélienne ...

... Au niveau mondial, (depuis les années 80), des masses de gens se sont appauvries, la cohésion sociale s'est détériorée, rendant nécessaire pour les personnes fortunées, pays ou secteurs de la société de s'armer, ou de se protéger avec des armes, des murs et une sécurité électronique que ce soit dans la « Forteresse Europe » ou entre les USA et le Mexique. Israël est un pivot de cette forme actuelle de système de mondialisation capitaliste impériale.

Dans cette logique, on n'a plus besoin des Palestiniens. Mieux, ils sont devenus superflus. Ils ont juste besoin d'être mis derrière des clôtures et repoussés autant que possible, alors que la colonisation de leur pays continue.



 **This is apartheid**  
www.thisisapartheid.be

« EN CISJORDANIE IL N'Y A PAS D'HÔPITALS POUR SOIGNER LA LEUCÉMIE ET JE N'AI PAS REÇU LE PERMIS POUR ME RENDRE AVEC LUI À JÉRUSALEM ».

source : *document ABP*

Clôturer et faire disparaître le pays, si pas les faire disparaître complètement, telle est la stratégie extrêmement rationnelle d'un Israël sioniste combattant les Palestiniens par une guerre permanente, parfois très violente, mais toujours présente à basse ou moyenne intensité.<sup>5</sup>

S'il est vrai que l'on peut considérer avec Naomi Klein que la relation Israël/Palestine est le meilleur exemple du système capitaliste mondialisé, voire un exemple extrême du capitalisme-catastrophe, ceci rejoint ce que nous avons dit dans les années 80 du système d'apartheid en Afrique du Sud, dans le contexte du système capitaliste mondial de ces années.

### **Israël est-il un Etat avec régime d'apartheid ?**

Il y a eu depuis un certain temps, un long débat portant sur la question de savoir s'il était correct d'appeler Israël un Etat pratiquant l'apartheid. Le rapport de mars 2017 de la Commission sociale et économique pour le Moyen-Orient de l'ONU<sup>6</sup> conclut qu'Israël « a établi un régime d'apartheid pour les Palestiniens, à considérer comme un tout » (p.10). Les critères retenus par la Convention sont les suivants : il s'agit de « séries d'actes inhumains ..., qui sont des crimes contre l'humanité dans la mesure où ils contribuent au propos central de domination raciale » (p.11). « Le crime d'apartheid signifie des actes inhumains ... commis dans le contexte d'un régime institutionnalisé d'oppression systématique et de domination d'un groupe racial sur tout autre groupe racial ou groupes, et commis avec l'intention de perpétuer cette situation » (p.120). Dans ce sens, la relation Israël/Palestine est un exemple évident d'un système d'apartheid.

<sup>5</sup> Total War against the Poor – U.Duchrow, G.Eisenbürger, G.Hippler, New York 1989

<sup>6</sup> Israeli Practices towards the Palestinian People and the Question of Apartheid - E/ESCWA/ECRI/2017/1 – [www.unescwa.org](http://www.unescwa.org)

Le rapport conclut que « le poids de l'évidence porte au-delà d'un doute raisonnable la proposition qu'Israël est coupable d'imposer un régime d'apartheid au peuple palestinien, ce qui équivaut pour la Commission à un crime contre l'humanité, considéré comme interdit (ius cogens) en droit international. Ce rapport Falk – Tillier de l'ONU caractérisant ce régime comme régime d'apartheid, a été enterré en quelques jours sur pressions américaines et israéliennes<sup>7</sup>.

La communauté internationale, spécialement **les Nations-Unies et ses agences, et les Etats membres, ont l'obligation légale d'agir dans les limites de leurs capacités à prévenir et punir les instances responsables d'apartheid lorsque ceci est porté à leur attention** » (p.15)

**Le Tribunal Russell pour la Palestine** dans sa session du Cap (Afrique du Sud) du 7 novembre 2011 a conduit avec des experts juristes internationaux une étude comparative approfondie de l'état des lieux de ce régime, en regard de la loi anti apartheid et **conclut que ce régime était bien coupable du crime d'apartheid et depuis longtemps ...** « Les actes inhumains repris ci-dessus n'arrivent pas par hasard et ne constituent pas des actes isolés. Ils sont suffisamment répandus, intégrés et complémentaires pour être qualifiés de systématiques. Ils sont également suffisamment enracinés dans la législation, dans la politique générale et dans les institutions officielles pour être qualifiés d'institutionnalisés. **Le système juridique israélien octroie un statut privilégié aux juifs par rapport aux non-juifs par le truchement de ses lois sur la citoyenneté et sur la nationalité juive. Celles-ci ont créé un groupe privilégié dans la plupart des domaines de la vie publique,** y compris les droits de séjour, la propriété foncière, l'urbanisme, ainsi que l'accès aux services et aux droits sociaux, économiques et culturels ». (NDLR)

## **L'apartheid en Afrique du Sud et en Israël**

L'apartheid israélien n'est pas tout à fait semblable à celui qui existait en Afrique du Sud.

En effet, il existe **une différence importante entre les deux**, liée à celle qui sépare les systèmes du capitalisme de Welfare (New Deal) de l'après-guerre et celui du capitalisme néolibéral. Les deux systèmes d'apartheid violent les droits humains fondamentaux, mais de manière différente. **Le système d'apartheid sud-africain avait besoin des travailleurs noirs** qu'il avait enfermé dans des quartiers urbains (townships) ou des régions séparées (homelands). La logique du système sioniste n'a plus du tout aujourd'hui besoin des Palestiniens ... Neve Gordon a entrepris des recherches qui montrent le passage d'une logique d'exploitation après 1967, à la ségrégation après 1993 et davantage encore après 2000 : **« Il apparaît qu'Israël a décidé de changer ses méthodes de gestion d'occupation. Il a remplacé une politique de survie, destinée à assurer l'existence et le bien-être des habitants palestiniens, par une politique de mort »**<sup>8</sup>.

**Le contexte est celui de la seconde Intifada**, qui a commencé par la provocation d'Ariel Sharon au Temple et sa victoire électorale qui a fait suite. La logique fondamentale du sionisme est alors apparue : déplacements forcés, guerre et assassinats. Ce qui a continué jusqu'à ce jour avec Netanyahu ... Pour parler de manière plus précise : l'Afrique du Sud était oppressive et se basait sur l'exploitation. Ce n'est pas suffisant en ce qui concerne Israël. Son intention est de **se débarrasser complètement de ces gens** qu'il considère comme inférieurs et sans droits, et de mettre ceux qui resteraient dans des ghettos ou des réserves.

<sup>7</sup> Les pratiques israéliennes à l'égard du peuple palestinien et la question de l'apartheid - Richard Falk et Virginia Tilley – trad.fr plate forme Charleroi – mars 2017 CESEAO ; <http://bit.ly/2PdhziO>

<sup>8</sup> Israel's Occupation – Gordon Neve, Berkeley and Los Angeles University of California Press, 2008, 2

Selon l'ONU, Gaza sera inhabitable en 2020 et on prévoit aussi une absence d'avenir pour la Cisjordanie, si rien ne change.



# This is  
apartheid  
www.thisisapartheid.be

« JE SUIS MARIÉ AVEC JASMINE  
DE BETHLÉEM : ISRAËL NE NOUS A  
TOUJOURS PAS ACCORDÉ LE PERMIS  
POUR VIVRE ENSEMBLE ».

*source : document ABP*

... Il est important à ce stade de comprendre que cet Israël sioniste n'est pas un phénomène exceptionnel résultant d'une aberration morale. Non, il résulte d'une profonde logique de la modernité. Franz Hinkelammert a analysé cette logique dans différentes publications, et entre autres dans son livre consacré à la logique d'accumulation de l'argent, liée à la cupidité<sup>9</sup>.

### Une logique d'accumulation d'argent sans limite, dès l'antiquité.

Elle est l'expression d'une logique de calcul, relevant d'une raison (moyens/fins) **purement instrumentale**. Vous pouvez recourir à celle-ci sans jamais réfléchir aux implications des objectifs en termes de vie. La meilleure illustration de cette logique est celle de l'homme assis sur les branches d'un arbre et qui, pris dans l'élan d'une compétition, scie la branche sur laquelle il est assis ... Dans le cadre de la civilisation capitaliste « impériale », on peut observer que cette logique est à l'œuvre de multiples façons. L'exemple le plus actuel étant la catastrophe climatique... Plus directement liées aux guerres du Moyen-Orient, les attaques terroristes par des kamikazes-suicide ou des tireurs isolés agissant à l'Ouest, copient une logique déployée par l'Occident, quand celui-ci déploie des forces en Afghanistan, en Irak, en Syrie... pour défendre son propre empire.

Ainsi Israël, dans ce contexte, est **l'expression extrême d'une civilisation occidentale coloniale, capitaliste, impériale, scientifique, technologique, violente**, vieille de plus de 500 ans, caractérisée par de nombreux « meurtres-suicides » sur le long terme.

**Ceci veut dire qu'Israël détruit ses propres fondements de vie.**

---

<sup>9</sup> Transcending Greedy Money : Interreligious Solidarity for Just Relations – F. Hinkelammert, U. Duchrow; New York, Palgrave MacMillan 2012